

L'expérience « Aujourd'hui, je décide » (République d'Estonie)

Par Khaled Ben Driss*



La République d'Estonie, sur la mer Baltique, est un petit pays de 1.3 millions d'habitants, qui essaie de sortir de son passé soviétique

Tournée vers l'ouest, avec sa récente adhésion à l'UE et à l'OTAN, l'Estonie a mis en place une démocratie constitutionnelle avec un Président élu par le Parlement, où les élections ont lieu tous les 4 ans.

Comme beaucoup d'Etats nouvellement indépendants, les institutions démocratiques en Estonie sont fragiles et la confiance dans le gouvernement est faible. Sa démocratie encore

balbutiante fait face à la fragilité des structures de la société civile, au taux de participation faible aux élections, et à la mauvaise réputation des partis politiques.

L'Estonie a misé, dès le départ, sur l'e-démocratie pour surmonter ces difficultés.

Rappelons que l'e-démocratie se compose de tous les moyens de communication électroniques qui permettent de responsabiliser les citoyens dans leurs efforts pour contrôler les actions des dirigeants et politiciens et de les tenir responsables de leurs actions dans le domaine public.

L'e-démocratie peut être mise en place pour atteindre au moins ces trois objectifs :

1. accroître la transparence du processus politique;
2. renforcer la participation directe des citoyens, et
3. améliorer de la qualité du dialogue citoyen en ouvrant de nouveaux espaces d'information et de délibération.

Les initiatives de démocratie électronique en Estonie se concentrent, à ce jour, essentiellement sur l'amélioration de la participation et à l'ouverture de nouveaux espaces de délibération publique.

Ainsi, l'Estonie est le troisième pays au monde, après le Royaume-Uni et le Canada, à avoir lancé une stratégie nationale pour le développement de la société civile, appelé EKAK (Estonian Civil Society Development Concept).

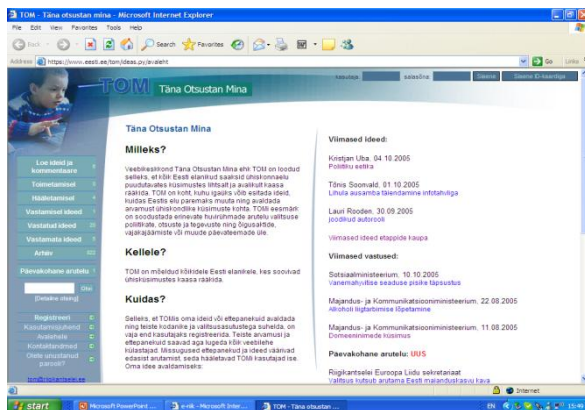
Initié par la société civile et adopté plus tard par le Parlement en 2002, EKAK, a pour objectif de renforcer la participation des citoyens à la vie politique et au processus décisionnel grâce à l'utilisation des TIC et à l'acceptation des organismes sans but lucratif en tant que partenaires pour le secteur public. Un rôle important a également été joué par l'Union européenne, qui a exigé la participation d'au moins un partenaire à but non lucratif dans les projets qu'elle finance.

La principale initiative a été menée au niveau national, par la Chancellerie d'Etat qui a créé un portail, appelé TOM pour "Aujourd'hui, je décide" ("Today I decide").



Ce projet visait à créer un espace collaboratif en ligne où les citoyens peuvent débattre de nouvelles idées et de les proposer à leurs représentants pour examen.

Il combine les aspects de la participation et de la délibération. Dans les étapes préliminaires, il permet aux citoyens de proposer de nouvelles idées, de recevoir les commentaires des autres participants, puis de réviser en conséquence l'idée originale dans un processus qui peut prendre quelques semaines. Une fois l'idée révisée, elle est envoyée au ministère concerné pour examen et elle est affichée sur le portail TOM. Le ministère est tenu de répondre à l'idée dans un délai d'un mois.



Ce portail s'est avéré être un succès, avec plus de 7000 utilisateurs enregistrés proposant et discutant 1,187 nouvelles initiatives. Il a contribué à la participation des citoyens en leur permettant de lancer de nouvelles idées et d'en discuter sur un forum ouvert, tout en leur garantissant une réponse concise d'un décideur politique. Sept ans d'expérience avec un tel outil ont clairement démontré que cela peut être un instrument utile pour tous les gouvernements et les organismes publics dans le monde.

Rappelons que dans sa quête de l'e-démocratie l'Estonie a essuyé plusieurs échecs.

Un premier exemple d'échec est le forum en ligne géré par la ville de Tartu en 2005. Avec seulement 70 participants, le forum en ligne a été terriblement sous-utilisé.

Un autre exemple d'échec est l'initiative de vote par Internet (e-vote) aux élections de 2005. Bien qu'un système de carte d'identité nationale numérique basée sur une infrastructure sécurisée avait été généralisé depuis 2001, les e-votes ont représenté moins de 2% de l'ensemble des suffrages exprimés lors de ces élections.

L'Estonie est entrain d'étudier sa propre expérience d'e-démocratie pour y inclure plus d'actions et de e- services qui permettraient une plus grande transparence dans la vie publique et d'améliorer la foi dans les institutions gouvernementales.

Pour en savoir plus :

Le site du projet "Today I decide" : <http://tidplus.net/project/>

Le site pour télécharger le code source du projet (sur demande) <http://tidplus.net/download/>

* Khaled Ben Driss est membre du Conseil d'orientation du Labo' Démocratique et responsable du programme « E-démocratie ». Il est par ailleurs directeur associé chez Oxia.